

*Crédit agricole—Loi*

On prévoit qu'en 1978, le coûts en Saskatchewan seront vraisemblablement de 32 p. 100 supérieurs à ceux de 1975. Autrement dit, ils seront de 105 p. 100 supérieurs à la moyenne entre 1970 et 1974. Toutes les autres provinces du Canada connaissent une situation analogue. Sans doute le représentant de la Colombie-Britannique qui doit prendre la parole après moi dira-t-il à peu près ce que j'ai dit des revenus agricoles.

Que se passe-t-il en Alberta, où le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) craint de ne pas être réélu dans Crowfoot? En 1978, les rentrées de caisse dans cette province étaient de 38 p. 100 inférieures à celles de janvier 1975. Au Manitoba, en janvier 1978, elles étaient de 53 p. 100 inférieures à celles de 1975. La situation en Saskatchewan était à peu près la même, puisque la baisse y était de 55 p. 100.

C'est à dessein que j'ai cité beaucoup de chiffres et de statistiques, pour faire comprendre à la Chambre et au gouvernement à quel point le revenu des agriculteurs est tombé. Il est inacceptable d'adopter un bill comme celui-ci, même s'il est bon et s'il aidera certains agriculteurs pris de court. Nous devons aviser aux moyens à prendre pour assurer la survie des agriculteurs et le maintien de l'exploitation familiale en tant qu'unité de production de base. Autrement, la ferme familiale sera vouée à la disparition et nous connaîtrons le même sort que certains États américains, comme le Colorado, où 95 p. 100 des terres arables appartiennent à des non-agriculteurs comme des médecins, des avocats, de riches citadins, des entreprises commerciales, des agents immobiliers. Le reste appartient à des agriculteurs qui, eux, cultivent la terre. Si nous continuons ainsi au Canada, ce n'est pas seulement le fiasco social qui nous attend, mais également la faillite économique pour nos agriculteurs et pour le pays tout entier.

Comme le signalait le député de Nickel Belt (M. Rodriguez), le Canada traverse une véritable crise du chômage. Si nous ne produisons pas, et ne traitons pas nos denrées alimentaires au Canada, nous agraverons notre problème de chômage. Dans presque toutes les catégories d'aliments que nous n'arrivons pas à produire en quantités suffisantes, nous ne perdons pas que des emplois, mais également beaucoup d'argent. Nous n'arrivons à nous autosuffire que pour quelques denrées alimentaires au Canada. On prétend que si nous ne modifions pas nos politiques, nous n'arriverons pas à nous alimenter en l'an 2000. Selon le Conseil des sciences, nous ne réussirons à nous autosuffire que dans cinq des 27 denrées de base au Canada.

D'après les chiffres du ministre de l'Agriculture, si nous retranchons les céréales et les graines oléagineuses de notre calcul, nous arrivons à un déficit de l'ordre de 1.8 milliard de dollars au chapitre de la production d'aliments. C'est une véritable honte. Il faut que ces politiques changent. L'un des changements mis en place devrait être d'assurer à nos agriculteurs un salaire raisonnable. S'ils recevaient un salaire raisonnable, la production ne souffrirait pas.

Notre pays est assez riche pour nous nourrir pendant des centaines d'années à venir et aussi pour nourrir quantité d'autres êtres humains sur la terre. Nous devrions nous engager à devenir autosuffisants. Non seulement cela profiterait au Canada rural, mais aussi au consommateur urbain.

Je voudrais vous donner un exemple, celui des éleveurs de poulets à griller. Il se dessine au Canada un mouvement qui est

à la veille de porter fruit, et que j'appuie entièrement. Il s'agit de la création d'un office national de commercialisation qui serait responsable de la vente de volaille et de poulets à griller. Nous pourrons jeter les bases de cet office aussitôt que la province de l'Alberta nous aura donné le feu vert. Les autres provinces sont d'accord à peu de choses près.

En prévision d'un office national de commercialisation, certains grands importateurs de poulets au Canada se sont mis à importer des États-Unis des quantités déraisonnables. Ils font cela parce que lorsqu'une commission de gestion des approvisionnements sera créée, les quotas d'importation seront basés sur la moyenne des cinq années précédentes. Ils importent donc cinq, dix, quinze ou vingt fois plus de poulets à griller que dans le passé afin d'augmenter leur moyenne d'importations. De cette façon, ils ne seront pas soumis à des contrôles aussi stricts de la part de l'agence des agriculteurs qu'ils ne le seraient normalement, comme on le voit dans le domaine du lait de transformation, des œufs et d'autres produits mis en marché par l'office national de commercialisation ou par l'entremise des provinces.

Des études ont démontré que l'année dernière, dans le seul secteur des poulets, des dizaines de millions de dollars ont été perdus sous forme de productivité et d'emplois dont nous aurions bénéficié si nous n'avions pas importé autant de poulets. Nous aurions dû nous constituer des élevages de poulets canadiens, en garantissant aux éleveurs canadiens de meilleurs revenus et en nous assurant que ce soit des travailleurs canadiens qui vident, traitent et nettoient ces volailles au lieu de laisser ce travail aux travailleurs américains et en faisant en sorte que les emplois dans l'industrie de transport et de réfrigération des volailles soient donnés aux Canadiens.

● (2132)

Pour ce seul secteur d'activité, nous avons perdu des dizaines de milliers de dollars, mais je pourrais passer en revue ainsi toute l'industrie alimentaire. Je reconnais que je ne suis pas très férré sur la question des industries de l'Ontario, mais je sais que les producteurs de fruits et légumes, pendant la Seconde Guerre mondiale, fournissaient 70 p. 100 du marché canadien, alors qu'à présent nous ne répondons qu'à 30 p. 100 de la demande. Notre capacité nous permettrait d'être autonomes dans ce domaine, mais nous ne le sommes pas. C'est ainsi que nous perdons des centaines de millions de dollars que le Canada pourrait gagner dans ces secteurs.

Nous devons donc chercher à répondre à nos propres besoins alimentaires. Un des moyens d'y parvenir est de nous assurer tout d'abord que nos agriculteurs reçoivent des prix raisonnables pour leurs produits. Si cette garantie leur est donnée, ils produiront de quoi alimenter le marché. Les agriculteurs sont les seuls au Canada à ne pas avoir de prix garantis pour leur travail ou les denrées qu'ils produisent, et il faut les leur obtenir, si l'on veut qu'ils produisent. Pour que la terre reste aux agriculteurs et que l'on maintienne dans notre pays une économie rurale saine, il faut que notre agriculture rende.

Si je rappelle ces quelques notions aux députés, c'est que j'ai l'impression que la plupart des Canadiens pensent que nous pouvons produire des tonnes d'aliments, et que nous sommes le grenier du monde. Les gens ne se rendent pas compte qu'avec les politiques actuelles, d'après le gouvernement, le Conseil des sciences du Canada et presque tous les organismes qui ont étudié cette question, d'ici l'an 2000 le Canada deviendra un